

Lorsque les députés pouvaient sceller le sort des gouvernements

Gilles Gallichan

Number 73, Spring 2003

Entre raison et passion : les Québécois et les élections

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/7404ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gallichan, G. (2003). Lorsque les députés pouvaient sceller le sort des gouvernements. *Cap-aux-Diamants*, (73), 18–23.



LORSQUE LES DÉPUTÉS POUVAIENT SCELLER LE SORT DES GOUVERNEMENTS

PAR GILLES GALLICHAN

LA MORT DE RIEL LANCE
UNE CAMPAGNE NATIONALE

Parmi tous les scrutins de l'histoire du Québec, les élections générales de 1886 n'ont pas leur équivalent. Sur le terrain, la campagne électorale s'est étirée sur près d'un an. Le vote s'est déroulé dans un climat de grande effervescence et le gouvernement sortant, défait, a refusé le verdict populaire et s'est maintenu au pouvoir, provoquant une paralysie administrative et une crise politique de plusieurs mois. Ces événements s'inscrivent dans la turbulence soulevée par l'affaire Riel, laquelle a laissé des traces profondes dans la vie politique canadienne et québécoise.

Manifestation pro-Riel au Champs-de-Mars, Montréal. (Le Monde, le 23 novembre 1885).

La pendaison de Louis Riel, le chef métis, à Regina, le 16 novembre 1885, provoque une véritable commotion politique et sociale au Québec. Alors que les orangistes ontariens célèbrent la mort du «traître», les Canadiens français prennent le deuil et accusent le cabinet fédéral de John A. Macdonald d'avoir sacrifié Riel à de mesquins calculs politiques. L'opinion publique condamne surtout les ministres québécois du gouvernement conservateur, Hector-Louis Langevin, Adolphe-Philippe Caron et Joseph-Adolphe Chapleau, de n'avoir pas démissionné, cautionnant ainsi l'exécution du chef des Métis.

Chapleau en particulier est pointé du doigt. Brillant orateur, ancien premier ministre du Québec, passé sur la scène fédérale et devenu secrétaire d'État de Macdonald, Chapleau était un des hommes politiques les plus populaires de son époque. En 1882, il avait laissé le gouvernement du Québec à Joseph-Alfred Mousseau qui démissionnera à son tour deux ans plus tard. Les conservateurs québécois avaient alors choisi pour chef John Jones Ross, un médecin de Sainte-Anne-de-la-Pérade, personnalité effacée qui siégeait au Conseil législatif, à l'abri des remous électoraux. À l'Assemblée législative, le gouvernement était représenté par Louis-Olivier Taillon, député de Montréal-Est. En face de lui, siégeait le chef de l'opposition libérale, Honoré Mercier.

Mercier, âgé de 46 ans, homme pragmatique mais portant bien haut l'idéal des principes, rêvait depuis longtemps d'une alliance entre libéraux et conservateurs sur la défense des intérêts des Canadiens français. En 1872, il avait rôdé autour d'une telle entente avec, justement, Chapleau. Le projet n'avait pas fait long feu et leurs chemins s'étaient séparés. Mais voilà que treize ans plus tard, l'affaire Riel, soulevant les passions mais éveillant aussi les consciences, permet à Mercier de réaliser son vieux rêve d'une coalition nationale.

Depuis l'époque de la Confédération, l'alliance entre les conservateurs, les ultramontains et le clergé catholique formait un bloc

LE MONDE
Appart et publié par la Compagnie d'Imprimerie et de Librairie du Canada.
A L'ONNÉE, 1000 exemplaires.
A L'ONNÉE, 1000 exemplaires.
ADMINISTRATEUR ET RÉDACTEUR
NO, 1050 RUE NOTRE-DAME
(En face de la Gare d'Orléans.)

ABONNEMENT
Six Mois, 1000 exemplaires.
Un An, 2000 exemplaires.
Tous les abonnements sont en avance.
LE MONDE, 1050 RUE NOTRE-DAME
MONTREAL, 23 NOVEMBRE 1885

L'ASSEMBLÉE D'HYDRA
L'Assemblée qui a eu lieu hier au Champ de Mars a été une séance mémorable. Elle a été l'œuvre de tous les citoyens de ce pays et a été l'œuvre de tous les citoyens de ce pays.

RIEL

Immense démonstration sur le Champ de Mars
50,000 personnes présentes

Résolutions condamnant le gouvernement

Ces traités d'arrestation adressés au peuple à la suite de trois arrestations séparées

L'Union des Canadiens-français

Rapport complet.

Après la mort de Riel, le chef des Métis, le 16 novembre 1885, le gouvernement conservateur a été accusé d'avoir sacrifié Riel à de mesquins calculs politiques.

Après la mort de Riel, le chef des Métis, le 16 novembre 1885, le gouvernement conservateur a été accusé d'avoir sacrifié Riel à de mesquins calculs politiques.



Louis-Olivier Taillon (1840-1923). Il sera premier ministre quatre jours en 1887 et chef de l'opposition de 1887 à 1890. Il redevient premier ministre de 1892 à 1896. (*Mémorial du Québec*, tome III, p. 343).

solide contre lequel le parti libéral épuisait ses forces. Mais Riel, un fervent catholique et un protégé de l'Église de l'Ouest, était appuyé par plusieurs conservateurs au Québec. Sa mort tragique vient donc fracturer cette sainte alliance et Mercier a l'habileté d'attirer vers lui les conservateurs dissidents.

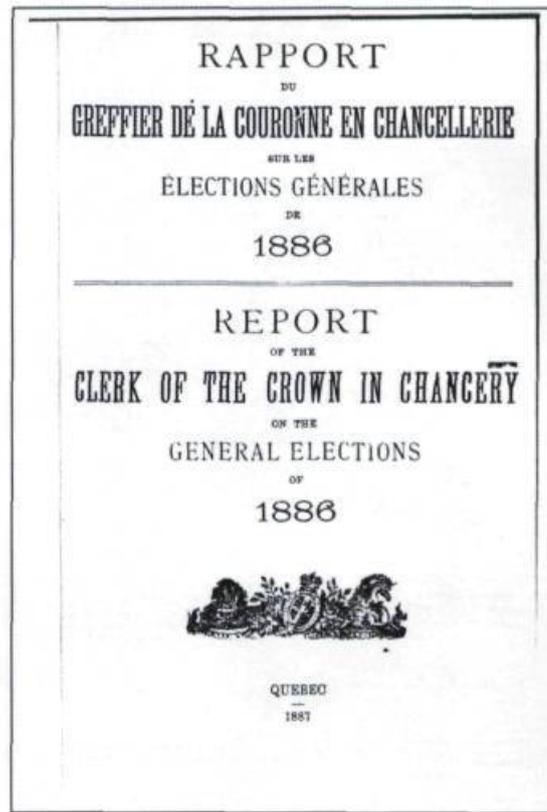
Lors de la célèbre manifestation du Champ-de-Mars, à Montréal, le 23 novembre 1885, devant 50 000 personnes, Mercier prononce son célèbre discours «Riel, notre frère est mort...» Du coup, une campagne nationale s'amorce qui amènera Mercier dans toutes les régions du Québec, appelant partout les «patriotes» à se joindre au mouvement. Les résolutions d'assemblées locales de citoyens se multiplient, s'additionnant à celles votées dans les conseils municipaux. De plus en plus nombreux, les conservateurs désertent le parti de Sir John et des «pendards». La presse se fait l'écho de ces voix populaires. Dans la capitale québécoise, les conservateurs nationaux fondent leur propre journal, ayant pour nom *La Justice*.

À Ottawa, on espère que cette affaire ne sera qu'un feu de paille et que, selon le mot méprisant de Sir John A. Macdonald, «les chiens du Québec» finiront par cesser d'aboyer. À Québec, le gouvernement Ross décide de s'en tenir à une position de prudence, refusant toute responsabilité dans la mort de Riel, affaire qui, effectivement, relevait entièrement du fédéral. Mais en raison de ses liens avec le Parti conservateur fédéral, Ross ne peut faire l'économie de débats houleux à l'Assemblée législative, lors de la session du printemps 1886. En refusant même de voter une motion de sympathie et de soutien aux Métis, le gouvernement Ross permet à Mercier de stigmatiser le «parti de la corde», les «pendards et les renégats» qui avalisent la mort de Riel.

En Ontario, des journaux tories se font menaçants contre «l'agitation française et papiste» au Québec. La session fédérale de 1886 est aussi fort animée autour de l'affaire, même si les libéraux d'Ottawa sont eux aussi profondément divisés à propos de Riel. Wilfrid Laurier, prudent mais bien inspiré, domine les débats du côté de l'opposition libérale. Il prononce un des meilleurs discours de sa carrière à la défense des Métis. Même au sein de la représentation ministérielle conservatrice, des défections se manifestent et seize députés francophones du Québec votent avec une partie de l'opposition sur une motion contre leur gouvernement.

LA LONGUE CAMPAGNE

Mercier sait que le mandat du gouvernement s'achève et que le premier ministre Ross doit déclencher des élections avant la fin de l'année 1886. Aussi poursuit-il sans relâche sa campagne, répétant partout qu'on ne parle plus la langue des partis, mais qu'on sonne la mobilisation des volontés et des espérances. Le 26 juin, il lance un manifeste annonçant la formation d'un Parti national ouvert à tous ceux qui veulent se porter à la défense de l'autonomie provinciale, du respect des «droits sacrés» des francophones, des minorités, des colons et des ouvriers. La presse conservatrice et tory ne tarde pas à l'attaquer et il réplique aussi sur ce front, répondant à ceux qui l'accusent de soulever



Page de titre du *Rapport des élections de 1886* déposé l'année suivante devant l'Assemblée législative. (Archives de l'auteur).

les fanatismes de race et de religion. Il publie notamment des lettres énergiques en réponse aux articles de *The Gazette* de Montréal.

En juillet, une élection partielle fédérale, dans la circonscription de Chambly, oblige Chapleau à sortir de sa réserve outaouaise et à affronter les assemblées publiques pour soutenir son candidat conservateur. Il doit prouver à son chef qu'il a toujours le Québec bien en main et, malgré les clameurs, il tente courageusement de contrer la marée nationaliste. En face de lui, Wilfrid Laurier attire une foule fervente de 5 000 personnes à Longueuil. Le 30 juillet, la victoire du candidat libéral est alors saluée comme une «Victoire des patriotes».

■ Louis Riel (1844-1885). Chef des Métis canadiens-français du Nord-Ouest, il dirigea une rébellion en 1885. Capturé, il fut jugé et condamné à la pendaison (16 novembre 1885). Ce fut un tollé au Québec qui conduisit Honoré Mercier au pouvoir. (*Mémorial du Québec*, tome III, p. 335).

Malgré ses appréhensions, le premier ministre Ross ne peut plus différer l'échéance électorale. Le Parlement québécois est prorogé le 9 septembre 1886 et les électeurs sont appelés aux urnes le 14 octobre pour élire les 65 députés de l'Assemblée législative. Le climat est tel, et la campagne si engagée depuis des mois que la nouvelle passe presque inaperçue. Plusieurs candidats conservateurs ne ca-

chent pas leur sympathie pour le programme national de Mercier. Louis-Olivier Taillon, plus actif sur la scène publique que le premier ministre lui-même, tente de limiter l'hémorragie de ses troupes, mais certaines figures importantes comme Pierre Garneau, l'ancien maire de Québec, ou Louis-Philippe Pelletier passent dans le giron du Parti national.

Pendant la campagne électorale, Mercier réussit le rare exploit de rassembler, sous un même drapeau et avec un programme commun, des libéraux bon teint comme Laurent-Olivier David, et des ultramontains comme Jules-Paul Tardivel ou François-Xavier Trudel, les journalistes bleu horizon de *La Vérité* et de *L'Étendard*.

QUI A GAGNÉ?

Le jour du scrutin arrive enfin et les passions sont à leur comble. Pour aller aux nouvelles, les foules se rassemblent devant les bureaux des journaux vers lesquels convergent des télégrammes de toutes les régions. À Montréal, sous une froide pluie d'automne, des milliers de personnes attendent ainsi les résultats. L'annonce de la victoire de Laurent-Olivier David sur Taillon dans Montréal-Est soulève l'enthousiasme et on parle du nouveau David contre le Goliath conservateur. Devant les bureaux du *Monde*, journal bleu, les passants entonnent ironiquement la *Marseillaise* qui est devenue l'hymne des rielistes. À Québec, côte de la Montagne, devant les bureaux du journal *Le Canadien*, demeuré également fidèle au gouvernement, des malins érigent une potence. On dénonce aussi toutes les tactiques douteuses et déloyales utilisées par le gouvernement sortant pour détourner à son avantage les résultats du scrutin.

Au décompte, les candidats nationaux, libéraux, indépendants et conservateurs dissidents réunis autour de Mercier semblent l'emporter par une bonne dizaine de sièges. Les journaux de l'opposition proclament la victoire de Mercier et titrent fièrement : «Riel est vengé!», mais une surprise les attend.

LE «GOUVERNEMENT CRAMPON»

Au cours des jours suivants, le gouvernement Ross, faisant un coup de théâtre qui s'apparente à un coup d'État, refuse de concéder la victoire et de démissionner. Ross fait le calcul qu'en se donnant du temps, il parviendra à rallier ses brebis égarées et à les convaincre de soutenir à nouveau le gouvernement. Il subit aussi des pressions et des conseils du gouvernement fédéral qui doit, dans quelques mois, se présenter également devant l'électorat. Les résultats du 14 octobre sont de mau-



vais augure pour Ottawa et on préférerait avoir des alliés à Québec plutôt qu'un gouvernement Mercier, considéré comme une calamité.

Les manchettes de presse se bousculent : «Conspiration», «Coup d'État», «Série de fraudes électorales», etc. La pression est forte, mais Ross s'accroche désespérément au pouvoir et les journaux de l'opposition parlent du «gouvernement crampon». On retourne aux traités de droit constitutionnel et on dénonce une situation absurde et indigne en pays démocratique. Le gouvernement sortant prétend toujours qu'il possède la légitimité et qu'il aura une majorité parlementaire. Embarrassé, le lieutenant-gouverneur Louis-François-Rodrick Masson ne peut ou n'ose rien faire tant que les Chambres ne seront pas convoquées et Ross ne se presse pas pour le faire. Il ne peut cependant différer longtemps la session, car les crédits sont épuisés.

Dans l'opinion publique, cette longue agonie du gouvernement ne fait que renforcer la popularité de Mercier, toujours chef de l'opposition. En décembre, 35 députés publient un *round robin*, une lettre d'appui parlementaire à Mercier que l'on signe en forme de cercle pour éviter de savoir qui a été le premier à la signer, évitant ainsi des pressions ou des représailles de la part du gouvernement. Rien n'y fait.

Deux élections partielles se tiennent également en décembre. Dans Iberville, le candidat national Georges Duhamel succède à Alexis-Louis Demers, décédé quelques jours après le scrutin d'octobre. Dans le château fort conservateur de Montcalm, Jean-Baptiste-Trefflé Richard a démissionné pour laisser son siège à Taillon, le leader parlementaire du gouvernement. Celui-ci est élu, mais c'est une bien mince consolation pour les conservateurs.

Gouvernant la province sur un siège de plus en plus glissant et inconfortable, Ross se résout à convoquer la session pour le 27 janvier 1887. On croit que son plan consisterait à gagner encore quelques semaines en ajournant les travaux immédiatement après l'ouverture de la session. Mais, en Chambre, le gouvernement aura affaire à un adversaire redoutable, et on sent que ce début de session sera le point d'orgue de cette étonnante campagne électorale à laquelle le scrutin n'a pas mis fin.

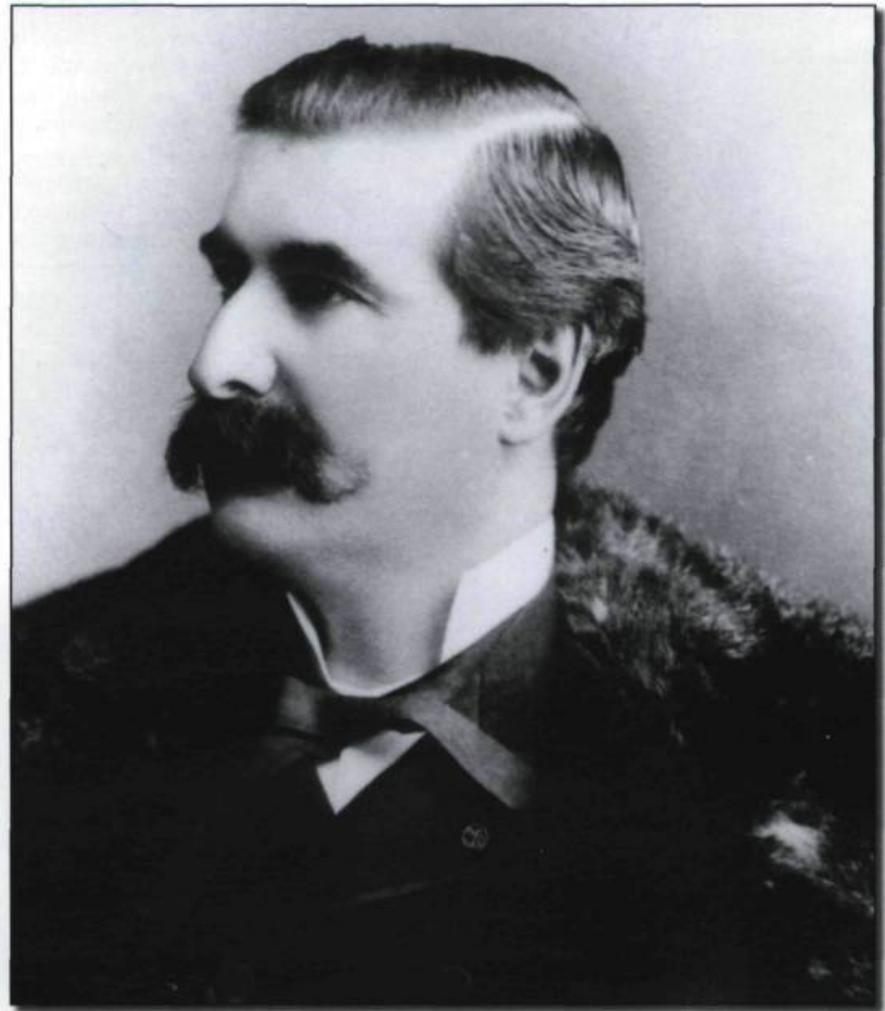
ÉCHEC ET MAT

Dans le dernier acte d'une triste tombée de rideau, Ross remet sa démission le 25 janvier 1887, deux jours avant l'ouverture de la ses-

sion. Il demande alors au lieutenant-gouverneur de confier le gouvernement à Taillon, espérant que cet homme, respecté et respectable en effet, saura rallier *in extremis* les conservateurs nationaux.

Taillon forme en hâte un gouvernement presque identique au précédent et se présente à l'ouverture du Parlement sans même avoir préparé un discours du trône. La veille de la session, l'arrivée de Mercier et de ses députés à la gare du Pacifique Canadien est l'occasion d'un véritable triomphe populaire. Malgré la froide saison, on organise une procession dans les rues pavoisées du quartier Saint-Roch et de la haute-ville, jusqu'à l'hôtel Clarendon où le maire François-Charles-Stanislas Langelier et une foule nombreuse l'accueillent. Mercier prend la parole pour répondre à ce chaleureux accueil des Québécois et annoncer l'aurore d'un temps nouveau. Ce soir-là, la ville est en pleine effervescence. Des voyageurs étonnés comparent la scène à la récente inauguration de la statue de la Liberté, à New York. Le lendemain, la foule assiège littéralement le parlement pour assister à une séance que l'on devine historique.

■ Honoré Mercier (1840-1894). Chef de l'opposition libérale de 1883 à 1887, il fonde en 1885 le nouveau Parti national. Il est élu dans Saint-Hyacinthe en 1886. Premier ministre de la province de Québec du 29 janvier 1887 au 21 décembre 1891. (Archives nationales du Québec à Québec).



Le palais législatif est alors un édifice tout neuf. Ce n'est que depuis 1884 que l'on y siège et on a inauguré la salle des séances à la session de 1885. La foule nombreuse et bruyante se dispute les rares places disponibles tant dans les tribunes que, pour les plus chanceux, sur le parquet même de la Chambre.

Une nouvelle législature implique d'abord l'élection du nouveau président de l'Assemblée législative. Taillon propose la candidature du député de Bellechasse, Narcisse-Henri-Édouard Faucher de Saint-Maurice et sa motion est défaite par un vote de 36 contre 27. Mercier propose alors le député de Saint-Jean, Félix-Gabriel Marchand, qui est élu (35 voix contre 27). Les députés de la gauche acclament le vainqueur et leur élan entraîne un public enflammé que le sergent d'armes et le greffier parviennent mal à discipliner. Taillon comprend qu'il lui sera impossible de maintenir cette apparence de légitimité. Il veut cependant s'esquiver pour rencontrer ses conseillers et le lieutenant-gouverneur en ajournant sur-le-champ. La proposition d'ajournement est mise aux voix et battue (35 contre 28). Minoritaire, le premier ministre est coincé et ne parvient même pas à faire ajourner la séance inaugurale pour échapper aux attaques de l'opposition. «Avons-nous un gouvernement? Et quel est ce gouvernement, puisque celui qui a convoqué les Chambres n'existe plus?», martèle Mercier à l'intention de Taillon qu'il appelle obstinément le député de Montcalm et jamais le «premier ministre». «S'il n'y avait pas de gouvernement, le lieutenant-gouverneur n'aurait pu convoquer les Chambres», répond un peu maladroitement Taillon. Ni convaincu ni convainquant, le chef du gouvernement répète qu'il n'est pas autorisé à répondre aux questions de l'opposition.

Mercier taraude son adversaire cherchant à lui faire admettre qu'il n'a manifestement pas la confiance de l'Assemblée. «Un des droits du peuple, dit-il, est de savoir qui le gouverne!» Il accuse et attaque les «usurpateurs» qui occupent le pouvoir et dénonce les «tripotages faits sur l'ordre des ministres d'Ottawa, afin de sauver le vieil orangiste qui est à la tête du gouvernement fédéral». La séance est pénible pour cet éphémère gouvernement qui n'offre qu'une piètre défense à ce formidable assaut. Le lendemain, le vendredi 28 janvier, trois jours après son assermentation, Louis-Olivier Taillon remet sa démission au lieutenant-gouverneur Masson. Ce dernier demande alors à Mercier de former un nouveau gouvernement. Mort-né, le premier gouvernement Taillon aura été le plus court de toute l'histoire du Québec.

Le 29 janvier, Honoré Mercier est assermenté premier ministre du Québec à la tête d'un gouvernement qu'il tient à appeler, non pas libéral, mais «national». Il doit demander un ajournement pour préparer son propre discours du trône qui est prononcé, enfin, le 16 mars 1887. On y annonçait, entre autres, l'ouverture du dossier constitutionnel et la convocation à Québec d'une conférence des premiers ministres canadiens sur la question de l'autonomie et des droits des provinces. Mercier ouvrait alors un chapitre de l'histoire qui n'est pas encore refermé.

Cette longue marche entre les élections de 1886 et la prise du pouvoir par Honoré Mercier, en 1887, semée de tractations et de réunions politiques, rappelle que le député qué-

Le nouvel Hôtel du Parlement tout juste achevé. Photographie Livernois, 1888. (Collections Yves Beaugard).



bécois du XIX^e siècle disposait d'une relative indépendance et d'une autonomie d'action. Malgré la partisanerie qui occupait largement l'espace politique, le poids et la structure des partis ne pesaient pas au point de réduire à néant la liberté du député. Celui-ci, malgré les étiquettes de partis, disposait d'un libre arbitre qui pouvait sceller le sort d'un gouvernement même puissant et bien organisé. Henry-Gustave Joly de Lotbinière, John Jones Ross, L.-O. Taillon et, plus tard, Honoré Mercier lui-même ont fait l'expérience de défections d'une partie de leurs caucus, ce qui leur a coûté le pouvoir. Mais le cas du scrutin de 1886, en raison de l'agitation populaire qui l'a entouré, demeure un événement exceptionnel dans l'histoire de notre parlementarisme.

Longtemps, les contemporains de 1886 parleront dans leurs souvenirs de cette époque extraordinaire. *L'Électeur*, de Québec, écrivait au lendemain des élections : «La génération de 1886 a droit d'être fière : c'est à une révolution qu'elle vient d'assister et de prendre part.» Ces élections ont en effet été remportées sous le tricolore, aux accents de la *Marseillaise* rielliste et, pour les Québécois de l'époque, portées par un souffle nouveau et

surprenant de fierté retrouvée. Un rédacteur du même journal a résumé admirablement ce moment de grâce en trois mots : «Nous sommes debout!» ♦

■ Gilles Gallichan est historien et bibliothécaire.

Pour en savoir plus :

Réal Bélanger. *Wilfrid Laurier, Quand la politique devient passion*. Québec, PUL, 1986.

Luc Bertrand. *Honoré Mercier*. Montréal, Lidec, 1994.

Luc Bertrand. *Joseph-Adolphe Chapleau*. Montréal, Lidec, 1994.

Gilles Gallichan. *Honoré Mercier la politique et la culture*. Sillery, Septentrion, 1994.

Jacques Lacoursière. *Histoire populaire du Québec. Tome 3, 1841-1896*. Sillery, Septentrion, 1996.

Robert Rumilly. *Honoré Mercier et son temps*. Montréal, Fides, 1975, 2 tomes.

SGAR

Société de généalogie et d'archives de Rimouski

Fondée le 13 août 1979 sous l'appellation Société généalogique de l'Est du Québec Récipiendaire du prix Cyprien-Tanguay 2002

ACTIVITÉS

- Centre de recherche en généalogie qui contient plus de 12 000 volumes, répertoires, microfilms, documents, etc.
- Banque de données historiques et généalogiques sur ordinateurs
- Périodique «L'Estuaire généalogique» (4/an)
- Conférences (8/an)
- Cours de base en généalogie, logiciel de généalogie BK5, recherche sur PRDH, Parchemin, BMS200, etc.
- Conférences sur la généalogie et l'histoire suivies de Portes Ouvertes
- Publication de répertoires BMS, recensements, nécrologies, etc.

110, de l'Évêché Est Rimouski, QC G5L 1X9
 Tél/Télec. : (418) 724-3242
 Courriel : sgarimouski@quebecel.com
 URL : www.genealogie.org/club/sgar
 URL : www.genealogie.org/forfaits

Un journal intime inédit.

Un regard attentif sur la société québécoise de son époque et sur la vie quotidienne à Charlesbourg au XIX^e siècle.

Mes Souvenirs



Jacques-Ferdinand Verret
 1860 - 1946

Tome I, 1879-1882 (525 p., 27 \$)

Tome II, 1883-1888 + 1912-1946 (extraits) (566 p., 27 \$)

- Introduction • Notes historiques et biographiques
- Index des noms de personnes (plus de 1 400)
- Photographies

20 autres titres disponibles

www.carpediem.qc.ca/lahuit
 Distribution Univers :
 1-800-859-7474
 d.univers@videotron.ca



Les
 Éditions
 de la Huit